

**COMMISSION PARITAIRE POUR LE
SECTEUR SOCIOCULTUREL**

Convention collective de travail du 13 décembre 2002

Création d'un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds Social Maribel social du secteur socioculturel" et en fixant les statuts

Article 1er.

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1, alinéa 1, 1° de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire pour le secteur socioculturel institue un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des associations ressortissant à la Commission paritaire pour le secteur socioculturel.

Par "employeur", on entend les employeurs qui sont des organisations de coopération au développement ou d'éducation au développement.

Par "travailleur", on entend les travailleurs ouvriers et employés, masculins et féminins, quel que soit leur statut.

Article 3.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties avant le 1^{er} janvier de chaque année avec effet au 1^{er} juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel.

Le président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au Ministre de l'Emploi & du Travail et à l'Office national de Sécurité sociale.


STATUTS

CHAPITRE I : DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

Article 4.

À partir du 1^{er} janvier 2003, il est institué un Fonds de sécurité d'existence, dénommé « Fonds Social Maribel social du secteur socioculturel ».

BERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
20 -12- 2002	20 -02- 2003	N°	65.534 (6) 399



Le siège social du Fonds est établi en Région de Bruxelles Capitale quai du Commerce 48 à 1000 - Bruxelles.

Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du Comité de gestion du Fonds, prévu à l'article 12. Le Comité de gestion doit communiquer sa décision au président de la Commission Paritaire et au Ministre de l'Emploi et du Travail.

CHAPITRE II : OBJET

Article 5.

Le Fonds régi par la présente convention a pour seul objet la gestion du produit mutualisé de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002.

Le Fonds est chargé, conformément aux dispositions de l'article 3, §2 de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002., de :

- recevoir le produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'alinéa 1er;
- attribuer le produit de la réduction de cotisations aux employeurs qui s'engagent à faire un effort supplémentaire en matière d'emploi selon les modalités prévues, en vertu de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002, par la convention collective de travail du 13 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les organisations du secteur socioculturel.

Article 6.

Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le Fonds peut utiliser une partie du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1^{er} de la présente convention pour couvrir les frais de personnel et les frais d'administration.

Article 7.

Dans le cadre de la mission décrite à l'article 5, le Fonds remplit toutes les missions confiées aux fonds sectoriels par et/ou en vertu de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002.

CHAPITRE III : FINANCEMENT

Article 8.

Les moyens financiers du Fonds se composent :

- du produit de la réduction de cotisations mentionnée à l'article 5, alinéa 1^{er} de la présente convention, en ce compris les intérêts;
- des autres moyens financiers qui lui seraient attribués par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle pour couvrir les frais d'administration visés à l'article 9.

Article 9.

Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le comité de gestion prévu à l'article 11.

Ces frais sont uniquement couverts par :

- les interventions visées à l'article 6;
- les moyens éventuellement mis à sa disposition par ou en vertu d'une convention collective de travail sectorielle.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, vu que le réviseur désigné en application de l'article 19 de la présente convention est un réviseur d'entreprise, les frais relatifs à l'intervention du réviseur peuvent être imputés sur les intérêts mentionnés à l'article 8.

CHAPITRE IV

BENEFICIAIRES, OCTROI ET LIQUIDATION DES REDUCTIONS DE COTISATIONS

Article 10.

Les employeurs bénéficient des interventions du Fonds selon les modalités déterminées par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand ainsi que par et/ou en vertu de la convention collective de travail du 13 décembre 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur socioculturel.

CHAPITRE V : GESTION

Article 11.

§1. Le fonds est géré par un comité de gestion paritaire, comme prévu à l'article 3 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, composé de 12 membres gestionnaires effectifs.

Ses membres sont désignés par les membres de la commission paritaire pour moitié sur présentation des organisations représentatives d'employeurs et pour moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs. Au sein de chaque délégation, la moitié des mandats est attribuée à des membres du rôle francophone, l'autre moitié à des membres du rôle flamand.

§2. Au cas où les organisations syndicales nommeraient comme membre du comité de gestion, un délégué syndical ou un représentant du personnel au conseil d'entreprise ou au comité pour la prévention et la protection au travail, celui-ci a le droit de s'absenter, avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour assister aux réunions du comité de gestion, y compris le temps de transport. Ces absences sont soumises aux mêmes règles telles que prévues par les articles 24 et 25 de la convention collective de travail du 31 mars 1999 concernant les délégations syndicales.

Article 12.

Les membres du comité de gestion sont mandatés pour la même période que celle du mandat des membres de la Commission paritaire du secteur socioculturel.

Le mandat comme membre du comité de gestion expire lors d'une démission, décès ou lorsque les mandats des membres de la Commission paritaire du secteur socioculturel arrive à échéance ou par démission donnée par l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève dans ce cas le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

Les membres du comité de gestion ne recevront aucun jeton de présence.

Article 13.

Les membres du comité de gestion ne contractent aucune obligation personnelle en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

Article 14.

Le comité de gestion choisit tous les deux ans un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs et alternativement des membres du rôle francophone et des membres du rôle flamand.

Il désigne également la personne chargée du secrétariat.


Article 15.

Le comité de gestion dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par et/ou en vertu de la Loi du 7 janvier 1958, des présents statuts et de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002.

Le comité de gestion intervient, sauf décision contraire du comité de gestion, en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé, le cas échéant, par un membre du comité de gestion désigné à cet effet par le comité de gestion.

Le comité de gestion a notamment pour missions :

- d'attribuer le produit de la réduction de cotisations conformément aux dispositions visées à l'article 5 et d'assurer le suivi de cette attribution;
- de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002 et de ses arrêtés d'application;

- 
- de procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds;
 - d'exercer un contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des présents statuts;
 - de déterminer les frais de gestion;
 - de transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission, à la Commission paritaire;
 - de transmettre aux instances compétentes, les rapports prévus par et/ou en vertu de l'Arrêté Royal 18 juillet 2002;
 - l'élaboration d'un règlement d'ordre intérieur.

Article 16.

Le comité de gestion se réunit au moins une fois par semestre. Il se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

Article 17.

Le comité de gestion ne peut se réunir et délibérer valablement que si la moitié au moins de chaque rôle linguistique, tant des membres de la délégation des travailleurs que de la délégation des employeurs, est présente ou représentée.

Les membres du comité de gestion peuvent donner procuration à un autre membre.


Article 18.

Les décisions sont prises à l'unanimité des administrateurs présents ou représentés par une procuration.

CHAPITRE VI : Contrôle

Article 19.

Conformément à l'article 12 de la Loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence et conformément à l'article 21 de l'Arrêté Royal du 18 juillet 2002, la Commission Paritaire désigne, en vue du contrôle de la gestion du Fonds, un réviseur d'entreprises. Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la Commission paritaire.



En outre, il informe régulièrement le comité de gestion du Fonds des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII : BILAN ET COMPTES

Article 20.

Chaque année, les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre et pour la première fois au 31 décembre 2003.

CHAPITRE VIII : DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 21.

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Article 22.

Il peut être dissout par la Commission paritaire à la suite d'un préavis éventuel comme prévu à l'article 3.

Article 23.

Après paiement du passif, les biens et valeurs du Fonds sont transférés, en priorité, aux autres Fonds sociaux Maribel social du secteur socioculturel.

La Commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion du Fonds.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2002 tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid genaamd 'Sociaal Fonds Sociale Maribel voor de socio-culturele sector' en vaststelling van zijn statuten

OPRICHTING

Artikel 1. Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, eerste lid, 1° van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Comité voor de socioculturele sector een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna worden vastgesteld.

Artikel 2. Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de organisaties die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.

Onder 'werkgever' wordt verstaan de organisaties voor ontwikkelingssamenwerking en ontwikkelingseducatie.

Onder werknemers wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden, onder welk statuut ook tewerkgesteld.

Artikel 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2003 en is voor onbepaalde duur gesloten.

Zij kan door elke van de partijen worden opgezegd voor 1 januari van ieder jaar ingaande op 1 juli van het daaropvolgende jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector.

De voorzitter laat een kopie van de opzegging aan elk der ondertekenende partijen worden alsook aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

STATUTEN

HOOFDSTUK I. *Benaming en maatschappelijke zetel*

Artikel 4. Er wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd 'Sociaal Fonds Sociale Maribel voor de socio-culturele sector' vanaf 1 januari 2003.

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Handelskaai 48, 1000 - Brussel.

Deze zetel kan bij unanieme beslissing van de Raad van Beheer van het Fonds, voorzien in artikel 12 van deze overeenkomst naar elders overgeplaatst worden. De Raad van Beheer betekent zijn beslissing aan de Voorzitter van het Paritair Comité en aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

HOOFDSTUK II. *Doel*

Artikel 5. Het Fonds opgericht door deze overeenkomst heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde som van de bijdragevermindering bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ÉNREGISTR.
20 -12- 2002	20 -02- 2003

65.534/col329

Overeenkomstig de bepalingen van het artikel 3 §2 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 is het Fonds belast met:

- het ontvangen van de som van de bijdrageverminderingen vermeld in het eerste lid;
- het toekennen van het bedrag van de bijdrageverminderingen aan werkgevers die de verbintenis aangaan een **netto-aangroei** van de tewerkstelling te verwezenlijken op grond van de modaliteiten bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2002 betreffende maatregelen ter bevordering van tewerkstelling in de **socio-culturele** sector krachtens het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002

Artikel 6. In het kader van het doel omschreven in artikel 5 kan het Fonds een gedeelte van de som van de **bijdrageverminderingen** bedoeld in artikel 5, eerste lid van deze overeenkomst gebruiken ter dekking van de personeels- en administratiekosten.

Artikel 7. In het kader van het doel omschreven in artikel 5 vervult het Fonds alle opdrachten toevertrouwd aan de sectorale fondsen door **en/of** krachtens het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

HOOFDSTUK III. *Financiering*

Artikel 8. De geldmiddelen van het fonds bestaan uit :

- de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5, eerste lid van deze overeenkomst, met inbegrip van de renten;
- de andere geldmiddelen die zouden toegekend worden door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst om de in artikel 9 bedoelde administratiekosten te dekken.

Artikel 9. De administratiekosten worden elk jaar vastgesteld door de Raad van Beheer voorzien bij artikel 11 van deze overeenkomst.

Deze kosten worden uitsluitend gedekt door:

- de tussenkomsten bedoeld in artikel 6;
- de eventuele middelen die ter beschikking worden gesteld door of krachtens een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

In afwijking op de bepalingen van het tweede lid van dit artikel, gezien het feit dat de revisor aangeduid bij toepassing van artikel 19 van deze overeenkomst een bedrijfsrevisor is, kunnen de kosten met betrekking tot de tussenkomst van de revisor worden aangerekend op de renten waarvan sprake in artikel 8.

HOOFDSTUK IV. *Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdrageverminderingen*

Artikel 10. De werkgevers ontvangen de tussenkomsten van het Fonds volgens de modaliteiten bepaald door **en/of** krachtens het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 alsook door **en/of** krachtens de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2002 betreffende maatregelen ter bevordering van tewerkstelling in de socio-culturele sector.

HOOFDSTUK V. *Beheer*

Artikel 11. §1. Het Fonds wordt beheerd door een paritaire Raad van Bestuur samengesteld uit 12 effectieve leden.

Deze leden worden aangeduid door de leden van het paritair comité voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

Binnen elke delegatie wordt de helft van de mandaten toevertrouwd aan leden van de Franstalige bank en de helft aan leden van de Vlaamse bank.

§2. In het geval de werknemersorganisaties als lid van de Raad van Beheer een vakbondsafgevaardigde of een vertegenwoordiger van het personeel zetelend in de

ondernemingsraad of een comité voor preventie en bescherming van het welzijn op het werk, heeft dit lid het recht afwezig te zijn met behoud van zijn loon gedurende de tijd nodig om deel te nemen aan de vergaderingen van de Raad van Beheer, inclusief de verplaatsingstijd. Deze afwezigheden zijn onderworpen aan dezelfde bepalingen zoals bepaald in de artikelen 24 en 25 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 maart 1999 betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging.

Artikel 12. De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat als lid van het paritair comité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door ontslagneming of door overlijden of wanneer het mandaat als lid van het paritair comité een einde neemt of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuwe lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

De leden van de Raad van Beheer ontvangen geen presentiegeld.

Artikel 13. De leden van de Raad van Beheer gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met de verbintenissen aangegaan door het Fonds.
Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

Artikel 14. De Raad van Beheer kiest om de twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en uit de werkgeversafvaardiging en beurtelings uit de leden van de Franstalige en Vlaamse bank.
Hij duidt eveneens de persoon aan die met het secretariaat wordt belast.

Artikel 15. De Raad van Beheer beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, binnen de limieten gesteld door en/of krachtens de wet van 7 januari 1958, deze statuten en het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in rechte via de voorzitter en de ondervoorzitter gezamenlijk, elk desgevallend vervangen door een lid van de Raad daartoe door de Raad aangesteld.

De Raad van Beheer heeft onder meer als opdrachten :

- het toekennen van de som van de **bijdrage**verminderingen overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 5 en het opvolgen van deze toekenning;
- alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 en van zijn uitvoeringsbesluiten;
- over te gaan tot de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het Fonds;
- controle uit te oefenen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten;
- de administratiekosten vast te stellen;
- tijdens de maand juni van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair comité over de vervulling van zijn opdrachten;
- aan de bevoegde instanties de verslagen voorzien door en/of krachtens het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 over te maken;
- het opstellen van een huishoudelijk reglement.

Artikel 16. De Raad van Beheer vergadert minstens éénmaal per semester.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van tenminste de helft van zijn leden hetzij op vraag van een van de vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen moeten de dagorde bevatten.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

Artikel 17. De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van de Franstalige en de Vlaamse bank en minstens de helft van zowel de leden van de werknemersafvaardiging als de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig of vertegenwoordigd is.

De leden van de Raad van Beheer mogen volmacht geven aan een ander lid van deze Raad van Beheer.

Artikel 18. De beslissingen van de Raad van Beheer worden genomen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige en vertegenwoordigde leden.

HOOFDSTUK VI. *Controle*

Artikel 19. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid en artikel 21 van het Koninklijk Besluit van 18 juli 2002 duidt het Paritair Comité in hoedanigheid een bedrijfsrevisor aan ter controle van het beheer van het Fonds.

De revisor moet minstens éénmaal per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair comité. Bovendien licht hij de Raad van Beheer van het Fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

HOOFDSTUK VII. *Balans en rekeningen*

Artikel 20. Elk jaar worden op 31 december de balans en rekeningen van het afgelopen dienstjaar afgesloten en voor de eerste maal op 31 december 2003.

HOOFDSTUK VIII. *Ontbinding en vereffening*

Artikel 21. Het Fonds wordt opgericht voor een onbepaalde duur.

Artikel 22. Het wordt ontbonden door het Paritair comité ingevolge een gebeurlijke vooropzeg zoals bepaald in artikel 3 van deze overeenkomst.

Artikel 23. Na betaling van het passief, worden de goederen en waarden van het Fonds bij voorrang overgeheveld naar de andere fondsen Sociale Maribel van de **socio-culturele** sector.

Het Paritair comité duidt de vereffenaars aan onder de leden van de Raad van Beheer van het **Fonds**.